

"La situation exige un grand projet de société. Je ne le vois nulle part"



| 02.09.11 | 13h35 • Mis à jour le

02.09.11 | 13h37

A lors que le campus des jeunes UMP ouvre ses portes, vendredi 2 septembre, à Marseille (Bouches-du-Rhône), Patrick Devedjian, président UMP du conseil général des Hauts-de-Seine et ancien ministre de la relance, rompt l'unité affichée par les ténors de la majorité. Dans cet entretien accordé au *Monde*, il s'inquiète de l'absence de projet présidentiel pour la majorité, du manque d'ambition du plan de rigueur budgétaire gouvernemental, ainsi que de la critique systématique par la droite des primaires socialistes.

Croyez-vous à la réélection de Nicolas Sarkozy ?

L'élection va être difficile. La crise nuit à tous les gouvernements en place et la société française est dans l'attente d'un changement. En 2007, la présidentielle s'est cristallisée sur l'homme et le style. En 2012, il faudra proposer un projet profondément novateur qui réponde aux angoisses d'une société bouleversée par la mondialisation. C'est indispensable, car on ne gagne pas uniquement sur un bilan ni sur la politique internationale. La gauche ne propose qu'un changement de personne, c'est une chance pour nous.

Jean-François Copé a-t-il raison d'axer la campagne sur les critiques du PS et ses divisions ?

Je suis très réservé sur la critique des primaires. En 2007, la primaire à l'UMP entre Michèle Alliot-Marie et Nicolas Sarkozy a été très utile comme rampe de lancement pour Nicolas Sarkozy, qui était derrière Ségolène Royal jusqu'à ce qu'il soit désigné candidat le 14 janvier. Les socialistes, une fois qu'ils auront choisi leur candidat, sauront se rassembler derrière lui ou elle, je n'ai aucun doute là-dessus.

Partagez-vous les craintes de ceux qui dénoncent une droitisation de l'UMP ?

Il est préoccupant pour l'UMP de ne faire entendre que la voix de la Droite populaire, même si celle-ci a tout à fait le droit de s'exprimer. Sarkozy a gagné, en 2007, sur le message très fort du petit Français au sang-mêlé. Cela correspond à quelque chose de profond dans notre société, et croire qu'on peut gagner en 2012 sur la thématique inverse est illusoire. De plus, ces prises de position éloignent de l'UMP la fraction modérée de notre électorat, à commencer par les centristes.

Le plan de rigueur annoncé par François Fillon est-il à la hauteur des enjeux ?

La dette va atteindre 1 700 milliards vers la fin de l'année. Un prélèvement de 11 milliards ne change pas profondément les choses et n'enverra aucun signe aux marchés et aux agences de notation. En même temps, on attend surtout de la part de l'Etat des mesures drastiques de réduction de ses dépenses. La crise est annonciatrice d'un monde qui est en train de se transformer. Mieux vaut l'anticiper que de colmater des brèches qui s'ouvrent les unes après les autres. La situation actuelle exige un grand projet de société. Je ne le vois encore nulle part.

Les Français veulent plus de professeurs, plus de policiers, et critiquent la suppression d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite.

Le "un sur deux" est une règle systématique aveugle. Dans certains cas, on devrait être à zéro sur deux, dans d'autres à trois sur deux. L'ensemble du modèle étatique français doit être revisité. Depuis 1981, l'administration d'Etat a tout fait

pour contourner la décentralisation et a superposé des structures coûteuses en face des collectivités locales. Par exemple, le logement est administré par un secrétariat d'Etat, plusieurs agences, les préfectures de région et de département et tous les étages des collectivités territoriales, chacun voulant contrôler l'autre. Les départements et les caisses d'allocations familiales gèrent, tous les deux, le revenu de solidarité active (RSA). Dans les Hauts-de-Seine, à Boulogne, l'Etat supprime une sous-préfecture mais crée en même temps une Maison de l'Etat. Bref, les doublons sont partout parce que l'Etat ne fait pas confiance aux collectivités locales.

Où trouver des recettes ?

Je propose de diminuer la dotation de l'Etat d'une dizaine de milliards en contrepartie de la restitution de l'autonomie fiscale des collectivités locales. On peut privatiser des autoroutes, ouvrir davantage le capital d'EDF, celui du Réseau de transport d'électricité (RTE). Par ailleurs, il faut cesser de subventionner des secteurs économiques non rentables, comme la cogénération ou l'éolien. Car de fait, l'Etat finance des grandes entreprises comme Suez, Veolia et d'autres, qui n'en ont vraiment pas besoin. Enfin, il me paraît inutile de continuer à subventionner la réduction du temps de travail, au moins auprès des grandes entreprises.

Bruno Le Maire propose de fiscaliser les allocations familiales...

Autant les réduire directement ! Les uns distribuent, les autres taxent, c'est vraiment le plaisir de faire de la bureaucratie.

Prévoyez-vous un coup de vis fiscal après les élections ?

Je le crains.

Le chômage remonte, et Xavier Bertrand relance les emplois aidés...

On a critiqué cela pendant vingt ans, maintenant on le fait. Ce ne sont pas de vrais emplois mais des parkings à chômeurs. L'obligation morale du département, c'est l'insertion durable, permettre aux agents d'avoir un emploi d'avenir. Les emplois aidés, l'Etat les subventionne un certain temps et puis arrête en cours de route. Je suis sûr que Xavier Bertrand n'a pas oublié le temps où il était militant et où il les critiquait vertement.

La "règle d'or" proposée par le gouvernement est-elle suffisante ?

La "règle d'or" est indispensable et doit aussi être insoupçonnable. Il faut d'abord se l'appliquer à soi-même et tout de suite pour la rendre crédible. Ensuite, le dispositif ne doit pas avoir d'échappatoire. Or celui-ci n'est pas assez strict. La loi organique, qui encadre pour trois ans l'évolution des finances publiques, ne doit pas pouvoir être révisée à la majorité simple, au gré des besoins des gouvernements.

Faut-il convoquer le Congrès même si la gauche ne la vote pas ?

Un Congrès comporterait un grand risque au regard des marchés financiers et pourrait transformer l'avantage politique d'avoir mis les socialistes face à leurs contradictions en inconvénient majeur. Si, après cette proclamation que la France ne veut pas réduire son endettement, s'ensuit une dégradation de la note de la France, qui sera accusé d'avoir provoqué cet événement ? Le président. Il n'est pas nécessaire de le pousser au suicide politique. Le gouvernement peut décider tout de suite de s'appliquer la "règle d'or", sans passer par le Congrès.

Propos recueillis par Arnaud Leparmentier et Vanessa Schneider

Article paru dans l'édition du 03.09.11

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.
